

## Statement on Victim Assistance



### Discours sur l'Assistance aux victimes

7<sup>ème</sup> Assemblée des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions

4 septembre 2017

Merci Mr. le Président.

Nous avons entendu de nombreuses présentations sur les activités d'assistance aux victimes. Nous souhaitons demander – comment ces activités s'inscrivent-elles dans vos plans nationaux pour l'assistance aux victimes, et où vous situez-vous dans la réalisation de vos objectifs annuels? À quelle fréquence vérifiez-vous avec les survivants s'ils ont bien accès à l'assistance et si celle-ci améliore leur participation scolaire, au travail et au sein de la communauté? Nous sommes à mi-chemin de la période de mise en œuvre du plan d'Action de Dubrovnik, il est encore possible d'ajuster les activités afin d'augmenter les chances de succès.

Aujourd'hui dans cette salle se trouvent de nombreux collègues qui travaillent quotidiennement avec les communautés affectées par les armes à sous-munitions, les mines ou les restes explosifs de guerre. Je leur ai demandé quels sont les domaines de l'assistance aux victimes les plus cruciaux selon eux.

Mes collègues du *Cambodge* ont souligné les droits des survivants dans les zones rurales ou reculées – des personnes qui ont été gravement blessées à vie et qui essaient de soutenir leurs familles. Les plans nationaux pour renforcer la capacité des survivants doivent s'appliquer à l'ensemble d'entre eux ainsi qu'aux autres personnes ayant des besoins similaires, pas seulement aux personnes qui ont la chance de vivre dans les villes où les services sont concentrés.

Mes collègues au *Népal* ont rappelé que les survivants ont besoin de soutien à long terme. Un enfant de quatre ans aura besoin de changer sa prothèse jusqu'à 40 fois au cours de sa vie. Pour accéder à la clinique, il faut couvrir les frais de transport vers la ville, les frais d'hébergement... Même quand les soins de santé sont gratuits, les coûts pour avoir accès aux soins sont un fardeau pour les personnes ayant un revenu modeste.

Mes collègues de *Colombie* rappellent l'importance d'écouter les survivants et de promouvoir leur inclusion sociale, économique et politique, pour les aider à réaliser leurs rêves et leurs espoirs.

Pour ma part, je viens du *Sénégal* où j'ai fondé un réseau de survivants de mines antipersonnel il y a XX ans. La vie en tant que survivant n'est pas facile, parce que les services s'inscrivent souvent dans l'urgence, et nous nous inquiétons constamment de leur durabilité. La distribution ponctuelle de chaises roulantes ou de tricycles peut être du plus bel effet dans un rapport annuel, mais dans quelle mesure est-ce que cela représente une réponse globale aux besoins des survivants et des autres personnes handicapées? Afin d'aider à répondre aux nombreux besoins, les organisations de survivants doivent recevoir un meilleur soutien

matériel et financier. Lors d'un *side event* ce mercredi, nous expliquerons comment les groupes de survivants fournissent une assistance efficace à leurs pairs.

Pour conclure, je rappelle à cette auguste assemblée le document d'orientation sur une approche intégrée de l'assistance aux victimes, publié l'année dernière, qui fournit des perspectives utiles pour rendre l'assistance plus durable. Les efforts spécifiques à l'assistance aux victimes doivent être poursuivis. Parallèlement, les experts de l'action contre les mines, à la fois dans les pays donateurs et les pays affectés, doivent informer leurs collègues qui travaillent dans d'autres ministères au sujet de la situation, des besoins, et de la localisation géographique des survivants et des victimes indirectes, afin d'assurer que les activités de ces autres ministères atteignent ces personnes.

Merci.